

Documentation

LE DROIT DE L'UE SUR L'EGALITE ENTRE LES SEXES

Instructions pour l'utilisation du document :

a plupart des instruments juridiques énumérés ci-dessous sont accompagnés d'un hyperlien vers les bases de données du droit communautaire. Pour visualiser le document, placez le curseur sur le titre correspondant et cliquez.

Si vous souhaitez voir les textes juridiques dans une autre langue, vous pouvez, dans la plupart des cas, modifier le code de langue dans l'adresse http (de l'actuel "EN" à tout autre [code de langue](#)).

Législation de l'UE

	Droit primaire
A. 1.	Version consolidée du Traité sur l'Union européenne : Articles 2, 3 et 6 TUE
A. 2.	Version consolidée du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne : Articles 8-10, 18-19 et 157 du TFUE
A. 3.	Charte des droits fondamentaux de l'union européenne : Chapitres III et IV (articles 20-38)
	Directives de l'UE (sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes)
A. 4.	Directive 2006/54/CE du parlement européen et du conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte)
A. 5.	Directive 2019/1158/UE du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil
A. 6.	Directive 92/85/CEE du conseil du 19 octobre 1992 Concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes , accouchées ou allaitantes au travail
A. 7.	Directive 79/7/CEE du conseil du 19 décembre 1978 relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes es matière de sécurité sociale
A. 8.	Directive 2010/41/UE du parlement européen et du conseil du 7 juillet 2010 concernant l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et

	femmes exerçant une activité indépendante , et abrogeant la directive 86/613/CEE du Conseil
A. 9.	Directive 2004/113/CE du conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services
A. 10.	Directive 2022/2381/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes
A. 11.	Directive (UE) 2023/970 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 visant à renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes pour un même travail ou un travail de même valeur par la transparence des rémunérations et les mécanismes d'application du droit
A. 12.	Directive (UE) 2024/1500 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 relative aux normes applicables aux organismes pour l'égalité de traitement dans le domaine de l'égalité de traitement et de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en matière d'emploi et de travail, et modifiant les directives 2006/54/CE et 2010/41/UE
A. 13.	Directive (UE) 2024/1385 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique
	Autre
A. 14.	European Care Strategy
A. 15.	Stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025
A. 16.	2024 Report on gender equality in the EU

B. Jurisprudence de la CJUE

	Jurisprudence (1971-2009)
B. 1.	Recueil sur l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes et sur la non-discrimination dans l'Union européenne (1971-2009)
	Jurisprudence récente (2009-2016)
B. 2.	CJUE, 22 octobre 2009, C-116/08, Meerts
B. 3.	CJUE, 29 octobre 2009, C-63/08, Pontin
B. 4.	CJUE, 22 avril 2010, C-486/08, Zentralbetriebsrat der Landeskrankenhäuser Tirols
B. 5.	CJUE, 1 juillet 2010, C-194/08, Gassmayr
B. 6.	CJUE, 1 juillet 2010, C-471/08, Parviainen



B. 7.	CJUE, 29 juillet 2010, C-577/08, Brouwer
B. 8.	CJUE, 16 septembre 2010, C-149/10, Chatzi
B. 9.	CJUE, 30 septembre 2010, C-104/09, Roca Álvarez
B. 10.	CJUE, 11 novembre 2010, C-232/09, Dita Danosa v LKB Līzings SIA
B. 11.	CJUE, 18 novembre 2010, C-356/09, Kleist
B. 12.	CJUE, 1 mars 2011, C-236/09, Test-Achats
B. 13.	CJUE, 21 juillet 2011, C-104/10, Kelly
B. 14.	CJUE, 20 octobre 2011, C-123/10, Brachner
B. 15.	CJUE, 19 avril 2012, C-415/10, Meister
B. 16.	CJUE, 22 novembre 2012, C-385/11, Elbal Moreno
B. 17.	CJUE, 28 février 2013, C-427/11, Kenny
B. 18.	CJUE, 20 juin 2013, C-7/12, Riežniece
B. 19.	CJUE, 12 septembre 2013, C-614/11, Kuso
B. 20.	CJUE, 19 septembre 2013, C-5/12, Betriu Montull
B. 21.	CJUE, 13 février 2014, C-512/11 et C-513/11, TSN et YTN
B. 22.	CJUE, 27 février 2014, C-588/12, Lyreco Belgium
B. 23.	CJUE, 6 mars 2014, C-595/12, Napoli
B. 24.	CJUE, 18 mars 2014, C-167/12, C.D.
B. 25.	CJUE, 18 mars 2014, C-363/12, Z.
B. 26.	CJUE, 17 juillet 2014, C-173/13, Leone
B. 27.	CJUE, 3 septembre 2014, C-318/13, X
B. 28.	CJUE, 14 avril 2015, C-527/13, Cachaldora Fernández
B. 29.	CJUE, 21 mai 2015, C-65/14, Rosselle
B. 30.	CJUE, 16 juillet 2015, C-222/14, Maïstrellis
B. 31.	CJUE, 17 décembre 2015, C-407/14, Arjona Camacho
B. 32.	CJEU, 16 juin 2016, C-351/14, Rodríguez Sánchez
B. 33.	CJUE, 14 juillet 2016, C-335/15, Ornano
B. 34.	CJUE, 28 juillet 2016, C-423/15, Kratzer

B. 35.	CJUE, 13 juillet 2016, C-354/16, Kleinsteuber
B. 36.	CJUE, 7 septembre 2017, C-174/16, H
B. 37.	CJUE, 18 octobre 2017, C-409/16, Kalliri
B. 38.	CJUE, 19 octobre 2017, C-531/15, Otero Ramos
B. 39.	CJUE, 9 novembre 2017, C-98/15, Espadas Recio
B. 40.	CJUE, 22 février 2018, C-103/16 Jessica Porras Guisado
B. 41.	CJUE, 26 juin 2018, C-451/16, MB
B. 42.	CJUE, 19 septembre 2018, C-41/17, González Castro
B. 43.	CJUE, 4 octobre 2018, C-12/17, Dicu
B. 44.	CJUE, 8 mai 2019, C-161/18, Villar Láiz
B. 45.	CJUE, 8 mai 2019, C-486/18, Praxair MRC
B. 46.	CJUE, 20 juin 2019, C 404/18, Hakelbracht and others
B. 47.	CJUE, 18 septembre 2019, C 366/18, Ortiz Mesonero
B. 48.	CJUE 19 septembre 2019, C 544/18, Daknevičute
B. 49.	CJUE, 3 octobre 2019, C-274/18, Schuch-Ghannadan
B. 50.	CJUE, 7 octobre 2019, C-171/18 Safeway
B. 51.	CJUE, 5 novembre 2019, C 192/18, Commission v Poland
B. 52.	CJUE, 12 décembre 2019, C-450/18, Instituto Nacional de la Seguridad Social
B. 53.	CJUE, 24 septembre 2020, C-223/19, NK
B. 54.	CJUE, 18 novembre 2020, C-463/19, Syndicat CFTC
B. 55.	CJUE, 21 janvier 2021, C-843/19, INSS
B. 56.	CJUE, 25 février 2021, C-129/20, Caisse pour l'avenir des enfants
B. 57.	CJUE, 15 avril 2021, C-30/19, Braathens Regional Aviation
B. 58.	CJUE, 12 mai 2021, C-130/20, INSS
B. 59.	CJUE, 3 juin 2021, C-624/19, Tesco Stores
B. 60.	Avis 1/19 de la cour du 6 octobre 2021 sur la convention d'Istanbul
B. 61.	CJEU, 24 février 2022, C-389/20, TGSS
B. 62.	CJEU, 5 mai 2022, C-405/20, BVAEB

B. 63.	CJEU, 30 juin 2022, C-625/20, INSS
B. 64.	CJUE, 22 décembre 2022, C-392/21, Inspectoratul General pentru Imigrări
B. 65.	CJUE, 14 septembre 2023, C-113/22, TGSS
B. 66.	CJUE, 16 mai 2024, C-673/22, INSS (Congés d'une mère de famille monoparentale)
B. 67.	CJUE, 27 juin 2024, C-284/23, TC v Firma Haus Jacobus Alten- und Altenpflegeheim gGmbH
B. 68.	CJUE, 29 juillet 2024, C-184/22, KfH Kuratorium für Dialyse und Nierentransplantation
B. 69.	CJUE, 4 octobre 2024, C-314/23, Air Nostrum and Others
B. 70.	CJUE, 24 octobre 2024, C-441/23, Omnitel Comunicaciones and Others
B. 71.	CJUE, 19 décembre 2024, C-531/23, Loredas
B. 72.	CJUE, 10 avril 2025, C-584/23, Alcampo and Others
B. 73.	CJUE, 15 mai 2025, C-623/23, Melbán

C. Conseil de l'Europe

	CEDH
C. 1.	Convention européenne des droits de l'homme, 1950 Articles 1-18
C. 2.	Charte sociale européenne et Charte sociale européenne (révisée) (ESC)
C. 3.	Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Istanbul Convention)
C.4	Rapport de référence de l'Union européenne sur les mesures donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (la "Convention d'Istanbul" ou la "Convention")
	Jurisprudence de la CEDH
C. 5.	Fiche thématique - Égalité entre les femmes et les hommes
C. 6.	Fiche thématique - Identité de genre
C. 7.	Fiche thématique - Violence à l'égard des femmes
C. 8.	Fiche thématique - Droits en matière de procréation
	Manuel
C. 9.	Manuel de droit européen en matière de non-discrimination, 2018



	Charte sociale européenne
C. 10.	<u>Charte sociale européenne (révisée)</u>
C. 11.	<u>Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives</u>
C. 12.	<u>Factsheet UWE decisions</u>

D. Autres instruments internationaux

	ONU
D. 1.	<u>Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) 1948</u>
D. 2.	<u>Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1966</u>
D. 3.	<u>Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 1966</u>
D. 4.	<u>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1979</u>
	OIT
D. 5.	<u>OIT Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (C111)</u>
D. 6.	<u>OIT Convention sur l'égalité de rémunération, 1951 (C100)</u>
D. 7.	<u>OIT Convention sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981 (C156)</u>
D. 8.	<u>OIT Convention sur la protection de la maternité, 2000 (C183)</u>
D. 9.	<u>OIT Convention sur la violence et le harcèlement, 2019 (C190)</u> and <u>OIT Recommandation sur la violence et le harcèlement, 2019 (R206)</u>